



ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 384

du 22 OCT 2025

mettant en demeure la société Ressource Recovery France de respecter certaines prescriptions pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Dieuze

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n°2025-A-97 du 9 septembre 2025 portant délégation de signature de M. Philippe Deschamps, assurant l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié autorisant la société Ressource Recovery France à exploiter une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage sur le territoire de la commune de Dieuze ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 autorisant la société Ressource Recovery France à réaliser des essais pilotes de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse sur la commune de Dieuze ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 21 septembre 2025, faisant suite à la visite d'inspection du 3 juillet 2025, transmis pour observations éventuelles à l'exploitant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 20 octobre 2025 et courrier reçu le 22 octobre 2025, ne permettant toutefois pas de remédier aux non-conformités faisant l'objet de la mise en demeure ;

Considérant que la société Ressource Recovery France est tenue de respecter les dispositions de l'article 9 relatif au contrôle du bruit, de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 3 juillet 2025, il a été constaté que les mesures des niveaux acoustiques n'ont pas été réalisées ;

Considérant que la société Ressource Recovery France est tenue de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024, relatif au suivi des rejets gazeux et canalisés, susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 3 juillet 2025, il a été constaté que la surveillance périodique des rejets atmosphériques canalisés n'a pas été réalisée par un organisme agréé ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 ne sont pas respectées ;

Considérant que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Ressource Recovery France, dont le siège social est situé Zac des Salines à Dieuze (57260), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Dieuze :

- les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 dans un délai de 1 mois :

« *L'exploitant fera réaliser par un organisme agréé, dans le courant du 1er mois de la phase d'essais 1, en période de fonctionnement représentative de l'activité, une mesure des niveaux acoustiques permettant de vérifier le respect des niveaux limites de bruit en limite de propriété et des émergences maximales dans les zones à émergences réglementées telle que prévu dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement* »

• les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 dans un délai de 1 mois :

«[...]»

b) Les rejets canalisés sont surveillés périodiquement par un organisme tiers agréé au moyen d'un système de mesure placés sur une conduite raccordée aux gaz du réacteur secondaire après passage par le filtre à charbon actif.

Les analyses périodiques portent sur les paramètres suivants et respectent les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	Valeurs limites d'émissions (mg/ Nm ³)	Fréquences d'analyses
Poussières totales	10	Bimestrielle
COT	10	Bimestrielle
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	Bimestrielle
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	Bimestrielle
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	Bimestrielle
Oxydes d'azote (NOx)	10	Bimestrielle
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	5	Bimestrielle
Dioxines et furannes	0,1	Bimestrielle

Les premières analyses sont de plus réalisées au cours du premier mois suivant la première mise en service de l'installation.

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées à l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère et de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

[...] Par ailleurs, les résultats des analyses citées au paragraphe b) sont interprétés et transmis à l'inspection des installations classées dès réception
[...] ».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Voies et délai de recours

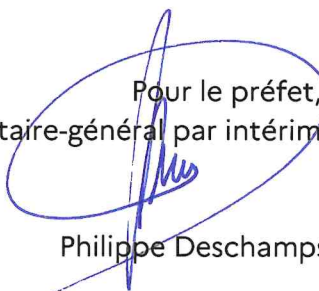
En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Ressource Recovery France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg - Château-Salins et au maire de Dieuze.

Pour le préfet,
Le secrétaire-général par intérim,

Philippe Deschamps